

LA SAVOIE

Littéraire & Scientifique

REVUE TRIMESTRIELLE

PUBLIÉE

Sous le patronage de l'Académie de Savoie

14^e ANNÉE -- 2^e, 3^e & 4^e TRIMESTRES

SOMMAIRE

D'ARCOLLIÈRES. — *Procès-verbal.*

C. ARMINJON. — *Discours de réception : Eloge de M. le Général Borson.*

E. DENARIÉ. — *Réponse au Discours de réception de M. Arminjon. Programme des Concours de 1920.*



CHAMBÉRY

IMP. GÉNÉRALE SAVOISIENNE, 5, RUE DU CHATEAU

—
1920

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7531 02729572 5

Abonnements à « La Savoie Littéraire et Scientifique »

Abonnement pour l'année : 5 fr. — Le N° : 1,50 c.

S'adresser à M. FÉLIX-NAIX, secrétaire de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de la Savoie, 5, rue du Château, à Chambéry.

LA SAVOIE

LITTÉRAIRE ET SCIENTIFIQUE

Séance publique du 29 Avril 1920

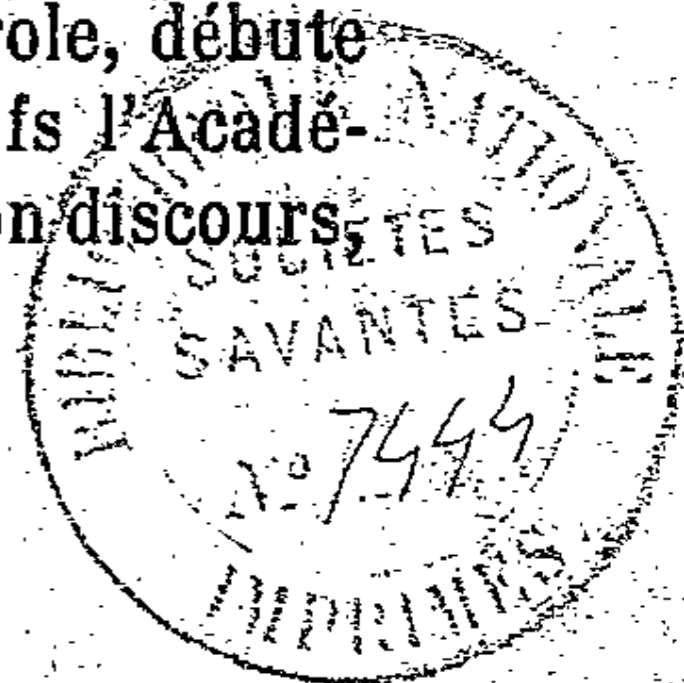
Présidence de M. Emmanuel DENARIÉ, président

Cette séance publique a offert, dans sa solennité, un caractère assurément exceptionnel. Elle avait pour objet l'éloge d'un général, d'un général de division, le dernier des trois seuls Savoisiens qui ont eu la rare fortune de parvenir à ce haut grade, depuis soixante ans que la Savoie est devenue française ; aussi comprendra-t-on que le nombre et le choix des personnes désireuses d'entendre le discours de M. Charles Arminjon et la réponse de M. le Président aient été des plus considérables.

L'Académie était représentée par la majeure partie de ses membres effectifs, MM. Briot, le chanoine Burlet, Cochon, Maurice Denarié, le conseiller Dullin, le comte Fernex de Mongex, Grange, le comte Amé d'Oncieu de la Bâtie, Pérouse, Mgr Pillet et M. d'Arcollières, secrétaire perpétuel. Non loin d'eux se trouvaient le P. Bouchage, membre effectif non résidant, Mgr Costa de Beauregard, MM. Bertin et Falcoz, membres agrégés, MM. Ailloud, Edouard de Buttet, le chanoine Maillot, vicaire général, Amédée Mareschal, avocat, l'abbé Talon et Mgr Marin, membres correspondants.

A l'ouverture de la séance, M. le président remercie l'assistance de son empressement à avoir répondu à l'invitation de la Compagnie, et l'expression de cette reconnaissance va tout d'abord à Mgr l'Archevêque, à M. le Général commandant la division et à M. le Préfet, qui ont ainsi voulu par leur présence « honorer la mémoire d'un soldat ».

Le récipiendaire, appelé à prendre ensuite la parole, débute en recherchant très modestement pour quels motifs l'Académie a pensé à lui ; puis il explique la genèse de son discours de l'Eloge de M. le général Borson.



En 80
12368

Rien ne manque, on peut le dire, dans cette étude biographique : elle suit pas à pas, en quelque sorte, son sujet, du 9 août 1825, jour de sa naissance, au 16 décembre 1917, date de sa mort. De Saint-Pierre-d'Albigny, dont il a gardé un poétique souvenir, le jeune Borson s'en va commencer ses études à Genève. Quand il quitte la Rome protestante, il se rend à Paris ; il y suit les cours de l'Ecole polytechnique au titre étranger et, muni de ses diplômes de bachelier, de licencié et d'ingénieur de l'Ecole centrale, il revient, sur les conseils du marquis Brignole, ambassadeur de Sardaigne, en son pays, où il entre, au bout d'un an, sans autre délai, lieutenant dans les *armi dotte*, dans ce corps « fermé » d'état-major qui ne comptait pas 50 officiers, et cela, — selon la juste remarque de M. Arminjon, — grâce au bon plaisir de Sa Majesté, dont l'arbitraire savait, à l'occasion, être à la fois utile à l'Etat et bienfaisant pour ceux que distinguait la faveur royale.

Dans le discours qu'il prononçait à l'Académie Florimontane, à Annecy, il y a quelques mois, M. le général Bordeaux a amplement rappelé, avec précision et compétence, ce que fut la carrière militaire du général Borson : particularité qui permet à M. Arminjon de s'arrêter davantage sur les autres aspects de cette vie ; mais il n'insiste pas moins sur la crise sérieuse qu'elle eut à subir en 1860, lorsque les destinées de la Savoie furent profondément et même radicalement modifiées. Pour suivre ces destinées, le lieutenant-colonel Borson, — il n'avait alors que 34 ans, — changea de drapeau et de nationalité, non sans hésitations et non sans regrets de la part de ceux dont il se séparait pour toujours.

S'il était resté 15 ans dans l'état-major sarde, il passa encore bien des années en France dans le même corps, et ne le quittait qu'en 1876 pour devenir général de brigade, en attendant d'être promu en 1885 général de division, grade que ses sentiments religieux bien connus lui firent peut-être assez attendre. Les services appréciés qu'il avait rendus dans l'organisation des collèges militaires en Piémont et dans les questions de délimitation des frontières austro-sardes en 1859, trouvèrent à Paris un nouvel aliment au

bureau de géodésie et de topographie du ministère de la guerre, et c'est là qu'il se trouvait encore lorsque éclata la guerre de 1870. Touchant cette période, l'auteur entre dans de grands détails, précédés d'autres moins nombreux mais non moins intéressants sur la campagne de Lombardie en 1848, le désastre de Novare en 1849 et la guerre de 1859, à propos de laquelle il cite de celui qui y a participé un important document officiel, accompagné de souvenirs personnels attachants.

Entre ces deux dernières dates, — 1849 et 1859, — le général Borson jouait un rôle politique actif. Elu député par le collège de Saint-Pierre-d'Albigny en 1857, il compta entre les députés savoisiens qui veillaient jalousement sur les intérêts de la Savoie au Parlement de Turin. S'il est bien de ne pas se borner à cette heure, on pourra néanmoins noter en manière de conclusion, — et sans beaucoup s'aventurer sans doute, — qu'il doit avoir été le dernier des députés siégeant au palais Carignan en 1859.

Lorsqu'il fut entré dans le cadre de réserve, le général Borson revint à Chambéry, sa ville natale. L'Académie, qui l'avait élu au nombre de ses membres effectifs résidants en 1882, ne put le recevoir parmi elle qu'à son retour, en 1892. L'éloge qu'il prononçait alors de l'un de ses anciens compagnons d'armes, le comte Ferdinand de Vars, n'a été que la première de celles de ses publications recueillies dans les *Mémoires* de la Compagnie, dont il devait avec éclat présider les travaux durant cinq années; il lui a encore donné, en effet, des rapports, des discours, des notices nécrologiques, des études sur quelques points touchant à l'histoire.

En même temps, son activité put se dépenser plus à l'aise sur d'autres objets, grâce à « la variété encyclopédique de ses connaissances et à la souplesse toujours jeune de son intelligence ».

Telle est en raccourci l'analyse du discours de M. Arminjon. Ce qui ne peut se lire ici, mais ce que l'on trouvera en abondance dans ce morceau, ce sont des aperçus, des considérations appartenant bien à l'auteur. S'il s'arrête à des détails très intimes sur l'existence du général Borson, sur son caractère et la tournure de son esprit, il y ajoute ses

pensées propres de biographe, des réflexions essentielles ; il ne se contente pas de raconter ; mais il apprécie, en termes toujours appropriés et même émus, sur un ton et sous une forme en parfaite harmonie avec l'élevation de la matière dont il traite, avec la distinction et les rares qualités de celui dont il vient de faire un éloge éloquent et touchant à la fois.

Les premières pages de la réponse de M. le président donnent à la réception de M. Arminjon sa véritable signification. Le récipiendaire avait des droits à appartenir à l'Académie. Sans doute, l'on ne saurait y arriver par voie d'héritage, encore que les membres de la famille Arminjon qui y ont pris place, y aient laissé le souvenir de leur vaste savoir, de leur mérite, de leurs talents, naguère rappelés dans les Notices que MM. Descostes, le général Borson lui-même et le chanoine Morand leur ont consacrées. — A son tour, M. le président rend hommage au père de M. Arminjon, M. Ernest Arminjon, successivement avocat, conseiller à la Cour et de nouveau avocat, et à ses deux oncles, le contre-amiral Victor Arminjon, fort réputé dans la marine italienne, et le chanoine Charles Arminjon, un éloquent prédicateur, à la physionomie bien à part, esprit fin et âme simple. Pour être le troisième, ce dernier est cependant, par ordre de date, le premier des membres de la famille du récipiendaire entrés jadis à l'Académie. Or celui-ci n'y arrive pas seulement ainsi recommandé et ainsi appuyé. Dès l'instant que sa science approfondie du droit, ses qualités professionnelles l'ont mis, jeune encore, à la tête de ses confrères du barreau de Chambéry, en qualité de bâtonnier, il ne faut pas oublier, et c'est bien là-dessus que se sont portés les yeux de l'Académie, qu'il est encore un véritable écrivain, l'auteur d'études sociales, de nombreuses conférences, de notes et d'articles sur les « questions qui malheureusement ne s'imposent peut-être pas toujours assez à ses contemporains ». Si les sujets en sont austères, la gravité en est tempérée par des aperçus ingénieux, une richesse variée et l'élégance de l'argumentation. Avec les modifications que le sujet actuel comportait, ces qualités-là ne se retrouvent-elles pas dans l'Eloge que l'on vient d'entendre ?

Cet Eloge montre l'homme comme on l'a connu, et notamment à l'Académie, où l'on put apprécier, dit M. le président, sa valeur personnelle sur toutes les questions intéressant les sciences, les lettres et les arts, tandis que l'étendue de ses connaissances faisait l'admiration de ses confrères. Ainsi que le proclamait, au jour de ses funérailles, Mgr l'Archevêque, c'est un siècle de l'histoire de la Savoie qui a pris fin avec le général Borson.

A maintes reprises, l'assistance avait applaudi aux nobles et remarquables pages du discours du récipiendaire; elle n'a pas moins manifesté ses marques d'approbation à l'orateur qu'a été M. le président, et ce fut en emportant un durable souvenir de cette séance qu'elle se retira, non sans avoir écouté avec une déférente attention les quelques mots où M. le président lui avait exprimé la sympathie reconnaissante de la Compagnie.

Le Secrétaire perpétuel,

D'ARCOLLIÈRES.

LE GÉNÉRAL BORSON

1825 - 1917

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE

M. CHARLES ARMINJON

à l'Académie de Savoie

MESSIEURS,

L'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à prendre place parmi vous me paraîtrait inexplicable si je me bornais à soupeser mes titres, dont le nombre et la qualité sont d'une trop manifeste insuffisance. Je ne puis trouver la raison déterminante de votre choix que dans des considérations absolument désintéressées de votre part. Sans doute, vous vous êtes souvenus que mon père et mes oncles avaient été des vôtres. Personnellement, je n'ai rien qui puisse accroître, si peu que ce soit, votre patrimoine. Je viens à vous les mains vides, et je n'apporte ici qu'un très grand respect pour vos traditions et une profonde admiration pour les hommes de caractère, de science et de talent qui composent votre Compagnie.

A trop considérer la distance qui me sépare d'eux, j'ai perdu devant votre porte un temps précieux. Ainsi le croquant s'arrête et hésite au seuil d'un élégant salon.

J'avais d'abord pensé, Messieurs, qu'il vous plairait d'entendre évoquer le souvenir d'un jurisconsulte dont le nom mérite, non seulement d'être conservé dans notre histoire locale, mais aussi de figurer en bonne place dans cette pléiade de légistes et de praticiens formés à la solide

école du droit romain, et qui ont préparé et facilité la mise en vigueur des codes modernes.

Charles-Antoine Mansord, né à Chambéry en 1756, avocat au Souverain Sénat, député au Conseil des Cinq Cents sous le Directoire, auteur de traités estimés sur divers sujets de droit civil et international, n'était pas un esprit ordinaire. Son portrait mérite d'être fait.

Vers la fin du mois de juillet 1914, par une journée pluvieuse et lourde, le petit-neveu de Mansord me conduisit en Chautagne, dans le pays où le vieux jurisconsulte venait passer les vacances, et il m'ouvrit, avec une bienveillance dont je demeure charmé, les documents qu'il possède. Quand nous revînmes, le soir, à la gare de Culoz, on s'arrachait les journaux où figurait en manchettes énormes le nom d'une *dame* qui savait jouer du revolver, et dont le procès se jugeait alors à la Cour d'assises de la Seine. Le fracas de ce procès, où la politique semble avoir parlé plus haut que la justice, étouffait les premiers grondements de l'orage qui allait éclater le 1^{er} août.

Les terribles événements qui suivirent reléguèrent au second plan les préoccupations d'ordre littéraire, car le salut de la cité primait tous les autres soucis.

Ce retard me fit changer de projet. La complexité du rôle public joué par Mansord, la difficulté de porter un jugement équitable sur un homme que sa formation philosophique et ses préjugés révolutionnaires conduisirent parfois à des actes qu'auraient dû condamner la rectitude naturelle de son esprit et la bonté de son cœur, d'autres considérations encore me faisaient hésiter. J'étais au milieu de ces doutes et de ces scrupules quand le général Borson vint à mourir.

Il avait été votre président. Moi-même, je l'avais connu et approché. Je lui rendais en respectueuse affection l'amitié qu'il avait la grande bonté de me témoigner. Pendant plusieurs dizaines d'années, sa haute figure a fait honneur à notre Savoie. J'ai résolu de vous parler de lui.

* * *

Jean-François Borson naquit le 9 août 1825, à Chambéry, dans l'appartement, décoré de boiseries et de peintures anciennes, que sa famille possède toujours au n° 20 de la rue Croix-d'Or. Son père, le Docteur Jean-Louis Borson, médecin en chef des Hospices de Chambéry, homme fort distingué par sa valeur professionnelle, son esprit et ses manières, fut membre correspondant de l'Académie de Savoie et correspondant de l'Académie des Sciences de Turin. Un de ses oncles, le Colonel d'artillerie Borson, avait servi la France de 1792 à 1815. Un autre, l'Abbé Borson, fut, au témoignage de Louis Pillet, l'un des créateurs de la minéralogie et de la paléontologie, jusque-là dans un état rudimentaire.

Les meilleurs souvenirs d'enfance de notre compatriote semblaient se rattacher, non pas aux murailles grises de l'étroite rue natale, mais aux chauds et riants horizons de Saint-Pierre-d'Albigny, où demeurait sa grand'mère paternelle. Parvenu à l'âge de la retraite, il saisit l'occasion d'une distribution de prix qu'il présidait au collège de Saint-Pierre pour exprimer les souvenirs que ravivait en lui la paresseuse petite ville qui dort au soleil au milieu des vergers et des vignes :

« Il est tout proche d'ici le toit paternel qui recevait jadis
« l'écolier de sept ans. Je le revois encore avec sa terrasse, son
« jardin, ses eaux vives, ses parterres fleuris, sa prairie cou-
« verte d'arbres fruitiers..... L'Isère, qui trace aujourd'hui son
« cours rectiligne et uniforme au pied des pentes qui nous font
« face, sillonnait alors toute la largeur de la plaine : c'était vrai-
« ment la reine errante et fière de la vallée. Je ne saurais vous
« dire assez ce qu'elle avait d'indompté et de majestueux quand
« elle coulait à pleins bords, battant alternativement de ses flots
« rapides la berge de Châteauneuf et les coteaux de S^t-Philippe.
« Son cours était semé d'îles couvertes de bois, où la végéta-
« tion croissait, luxuriante et touffue, donnant asile à toutes les
« variétés d'oiseaux. Il y avait des bras morts, aux rives cou-
« vertes de roseaux, au fond mobile et vaseux, que l'on fran-

« chissait à tout risque avec de l'eau à mi-jambe ; d'autres où, « dans les crues, la rivière roulait à gros bouillons ses eaux « grisâtres..... Depuis l'âge de huit ans, où j'ai quitté mon pays « natal pour une sorte d'exil, j'ai gardé la vision de l'Isère de « mon enfance... »

Les yeux de Bayard s'étaient pareillement ouverts sur ce lumineux paysage. Les destinées des deux soldats — celui de Marignan et celui de Solferino — se rapprochent par plus d'un côté : tous deux firent leur éducation militaire au service de la Maison de Savoie, et finirent leur carrière dans les armes françaises. Mais, plus que par ces hasards de l'existence, ils sont frères par le grand cœur : de tous deux l'on peut dire qu'ils furent des chevaliers sans peur et sans reproche.

Peut-être avez-vous remarqué ce mot d'*exil* qui assombrit le tableau si coloré que Borson nous a laissé de ses joies d'enfance ?

Le Docteur Borson craignait-il pour son fils cette atmosphère de nonchalance où repose Chambéry ? Pensait-il, lui aussi, que le Savoyard est un arbre qui gagne à être transplanté ? Ou la grande vogue dont les idées et la personne de Rousseau jouissaient à cette époque a-t-elle seule inspiré sa décision ? Ce que nous savons, c'est que l'enfant, à peine âgé de huit ans, fut placé dans une institution de Genève pour y faire ce que nous appelons aujourd'hui les études secondaires.

Les élèves de cette école appartenaient aux conditions sociales et aux nationalités les plus diverses : un Bonaparte y coudoyait un anglais ; un polonais voisinait avec un italien. La bigarrure de ce milieu développa beaucoup chez le jeune Borson son aptitude naturelle pour l'étude des langues. Il acquit la plus parfaite connaissance de l'italien, de l'allemand et de l'anglais. Quant au latin et au grec, il les lisait couramment, et se plaisait encore à le faire dans les dernières années de sa vie : je me rappelle l'avoir trouvé un soir lisant l'Anabase dans le texte grec.

La qualité de l'enseignement littéraire et scientifique donné au jeune Borson était tout à fait supérieure ; mais le prix de la pension était élevé en proportion. On avait beau économiser sur le trousseau — le Général se rappelait volontiers certain habit de couleur verte et taillé dans un drap trop inusable — les revenus paternels restaient insuffisants.

Le bon Docteur n'enflait point pour autant ses notes d'honoraires. Mais il se résigna une fois ou deux à vendre un champ ou un morceau de vigne pour solder la note de son collégien. Le patrimoine aurait fini par être sensiblement écorné si l'ardeur et la précocité du jeune homme n'avaient brûlé les étapes scolaires. Il avait exactement quinze ans quand il quitta Genève pour entrer, à Paris, au collège Rollin où il suivit, pendant deux années, les cours de physique et de mathématiques spéciales. A la fin de la deuxième année, il remporta le second prix de mathématiques au concours général de tous les collèges de Paris.

A dix-sept ans, il obtint du ministre français de la guerre, et sur la demande de l'ambassadeur de Sardaigne, l'autorisation de suivre, en qualité d'auditeur externe, les cours de l'Ecole polytechnique.

En juillet 1844, à la fin de sa deuxième année d'école, et muni du grade de licencié ès sciences, il revint en Savoie et fut, en octobre suivant, par décision spéciale du Roi de Sardaigne, admis sans examen dans l'armée sarde avec le grade de sous-lieutenant *nelle armi communi*. Un an après, une seconde décision royale l'autorisait à se présenter, sans autre délai, aux examens d'admission aux *armi dotte*.

Heureux et bienfaisant exercice de l'arbitraire royal : les règles établies pour le recrutement du corps d'officiers pouvaient être suspendues en faveur d'un candidat dont le mérite était par ailleurs dûment constaté.

A partir de cette fin d'année 1845, et jusqu'en 1880, date à laquelle, officier général dans l'armée française, il

reçut le commandement d'une brigade d'infanterie, Borson fit toute sa carrière dans les états-majors. Ses aptitudes le désignaient spécialement pour cette branche de l'art militaire. Nous verrons en quelle haute estime le tinrent tous les chefs dont il fut ainsi le collaborateur direct : sa connaissance approfondie de toutes les questions se rattachant à l'armée, les qualités de son esprit, en qui la prudence, le calme et le courage s'alliaient harmonieusement, par-dessus tout la droiture et la loyauté de son caractère lui assuraient l'absolue confiance de tous ceux, supérieurs ou subordonnés, qui avaient affaire avec lui. Il était, par excellence, l'officier sur qui l'on peut toujours compter, et duquel il n'y a jamais à craindre ni calcul égoïste, ni visées ambitieuses, ni composition avec le devoir.

En essayant le portrait de cette haute et sereine figure de soldat, j'ai l'agréable devoir de rappeler qu'elle a tenté une plume plus autorisée que la mienne : Monsieur le général Paul Bordeaux était mieux qualifié que quiconque pour rappeler la carrière militaire du général Borson.

Il l'a fait avec la conscience d'un historien, l'exactitude d'un technicien, et aussi avec ce respect de la forme littéraire que lui impose le nom qu'il porte.

Il a bien voulu mentionner que c'est par mon père que, tout jeune officier, il avait été présenté au général Borson.

Je m'en souviens parfaitement ; j'étais alors au collège, et j'admirais fort la belle prestance et l'air dégagé du sous-lieutenant de chasseurs alpins que Thonon venait de prêter à Chambéry. Sa carrière devait être brillante, autant qu'utile à son pays :

C'est lui qui, entré dans Tananarive à la tête de sa compagnie, y fit flotter le drapeau français. Plus tard il alla représenter l'armée française au pays des hellènes, avant de gagner, dans la grande guerre et sur le territoire national, les étoiles de général.

L'étude qu'il a faite me permettra d'insister moins sur le côté purement militaire de la vie du général Borson.

C'est pendant la guerre malheureuse de 1848 que celui-ci reçut le baptême du feu.

Le 8 avril, au pont de Goïto, sur le Mincio, les troupes sardes eurent leur premier engagement sérieux avec les Autrichiens. Ce combat fut extrêmement brillant, et poussé, du côté sarde, avec un admirable entrain. Borson était attaché, comme lieutenant d'état-major, au général marquis d'Aix, qui commandait la brigade d'Aoste, dans le corps d'armée du général Bava.

La petite ville de Goïto fut, quelques semaines plus tard, le théâtre d'un autre combat, bien plus important. Le 30 mai, au cours d'une véritable bataille, la situation de l'aile droite piémontaise fut, un moment, très critique. Le duc de Savoie la sauva en enlevant à sa suite un régiment des gardes : « A moi, gardes, pour l'honneur de la Maison de Savoie ! » L'impétuosité de cette charge permit au marquis d'Arvillars et à la brigade Cuneo de changer en victoire ce qui avait failli être une grave défaite.

C'est en suite de cette journée que Borson reçut la médaille « *à la valeur militaire* ». Cette décoration enviée est la seule qui figurât sur son cercueil avec la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur. Par la première, il inaugurait la carrière dont l'autre devait être le couronnement.

Borson fut nommé capitaine le 14 octobre 1848.

Le 20 mars suivant, au pont de Buffalora, sur la rive droite du Tessin, il était témoin de ces hésitations tragiques de Charles-Albert, décrites d'une façon saisissante par le Marquis Costa de Beauregard (1). Où se trouvait le gros de l'armée autrichienne ? Convenait-il de traverser le Tessin ?

(1) *Dernières années du roi Charles-Albert*, page 467.

En prenant ce parti, Charles-Albert inaugura la courte et désastreuse campagne qui devait le conduire à la défaite de Novare et à l'abdication.

Sur le champ de bataille de Novare, le Roi espéra mourir. Borson, dont le témoignage confirme pleinement celui du duc de Dino, vit le Souverain s'offrir obstinément aux balles autrichiennes. Elles frappèrent nombreuses dans son escorte ; mais aucune ne l'atteignit.

L'issue malheureuse de cette campagne de quelques semaines allait retarder de dix ans la réalisation des rêves ambitieux du Piémont. Dans l'été de cette même année 1849, le ministre de la guerre envoya en mission en Prusse et en Russie un général auquel le jeune capitaine Borson fut attaché comme officier d'ordonnance. Tout fait croire que la Russie leur resta obstinément fermée : le tsar voyait d'un mauvais œil la politique du Piémont. La mission attendit longtemps ses passeports, et finit par perdre patience. Mais son séjour à Berlin en fut prolongé d'autant.

Une lettre de Borson à son père, datée du 10 septembre 1849, donne d'intéressants détails sur l'accueil que fit la cour de Prusse aux deux officiers sardes. On les fit assister à force manœuvres et parades. Ils dînèrent deux fois chez le prince Charles de Prusse, frère du Roi, et trouvèrent parmi les convives Alexandre de Humboldt, dont la conversation charma Borson. Mais l'intérêt du jeune officier s'attachait surtout à l'observation de l'armée prussienne et des progrès qu'elle réalisait silencieusement. Les événements de 1866 et de 1870 ont montré à quoi tendaient ces préparatifs. En 1849, l'illusion était encore permise. Ainsi pouvons-nous expliquer la surprise éprouvée par notre compatriote lorsqu'il constatait que les officiers prussiens mettaient peu d'empressement à le renseigner sur leurs travaux. Écoutons-le nous dire cela :

« L'esprit du gouvernement et des officiers est encore de
« tenir cachées beaucoup de choses. C'est ainsi que beaucoup

« d'instructions ne sont pas en vente et ne sortent pas des quar-
« tiers, et que l'on ne publie rien sur des modifications nouvelles
« et très importantes.

« Il vient d'être adopté entr'autres pour toute l'armée un nou-
« veau fusil se chargeant par la culasse, problème si longtemps
« cherché, et avec une facilité telle que la charge se fait en six
« mouvements et trois fois moins de temps qu'auparavant. Eh !
« bien, ne font-ils pas de cela une espèce de mystère ?

« Cependant nous avons réussi à nous en procurer qui sont
« déjà en ce moment sur la route de Turin ; et, dans tous les
« cas, j'ai fait les dessins du mécanisme. Ce qui sera plus diffi-
« cile sera la composition d'un fulminant qui produit l'explosion.
« Ces fusils s'appellent fusil à *aiguille*..... »

Ces cachotteries, qui scandalisaient, en 1849, un officier d'état-major, allaient devenir une des nécessités de l'art militaire.

De plus en plus, le soldat aurait à vaincre, non pas seulement le courage du soldat adverse, mais aussi les forces brutales que la science irait arracher aux mystères de la nature. De plus en plus, le sort des batailles dépendrait d'un artifice de mécanique ou d'un secret de laboratoire. Et la guerre qui finit aura exigé des combattants une intensité et une continuité d'héroïsme qu'on n'eût jamais osé ni soupçonner ni considérer comme possible : de jour et de nuit, la mort volait dans les nuages à la vitesse folle des avions ; elle rampait insidieusement avec les nappes de gaz ; elle allait, bien loin des armées, surprendre les paisibles habitants d'une ville endormie.

Non, jamais on ne vit aussi clairement la vanité des espoirs qui demandent aux seuls progrès de la science le bonheur de l'humanité.

Nous retrouvons Borson à l'automne de 1849. Il est à Turin où il va passer dix années que rempliront surtout les études et les travaux militaires, et, vers la fin, un court passage dans la vie politique. Ses moments de loisirs seront occupés par la vie de famille, par le commerce d'amis

excellents, par une lecture très étendue, et par les bonnes œuvres.

Les concours établis entre les officiers d'état-major pour les thèmes d'art militaire montrent que Borson n'a rien perdu de la supériorité qui l'avait signalé dès le début de sa carrière à l'attention de ses chefs. Sa formation scientifique le désignait pour l'enseignement : il fut nommé, par décret du 18 octobre 1857, commandant en second, directeur des études, au collège militaire.

Mais l'armée n'absorbait pas toute l'activité de cet esprit, aussi curieux de sciences physiques et mathématiques que de littérature ou de politique.

Le Parlement allait lui offrir des occasions nouvelles de mettre au service de son pays les richesses de son savoir et la loyale indépendance de son caractère.

A deux reprises, le collège électoral de Saint-Pierre-d'Albigny, qui comptait environ 30.000 habitants, l'élut comme député. Il n'accepta ce mandat que par devoir, et sur les instances extrêmement pressantes du Marquis Costa de Beauregard qui, selon les expressions mêmes de Borson, « guidait la phalange des députés de Savoie avec une autorité librement consentie de tous ».

Une grave question était alors posée devant le Parlement de Turin : celle de l'institution du mariage civil, établi par la législation révolutionnaire, et supprimé, dans les états sardes, par les édits de la Restauration. Les catholiques éclairés voyaient le but où tendait cette réforme : la laïcisation du mariage, le divorce, et, comme aboutissant, la destruction de la famille. Les chrétiennes populations de la Savoie envoyèrent des députés hostiles au projet. Borson fut du nombre.

Nous voyons, par une lettre du Marquis Costa, datée du 17 novembre 1857, que le comité conservateur, sans s'arrêter à un premier refus de Borson, et en raison de la gra-

vité des circonstances, avait pris sur lui de poser et de soutenir la candidature du jeune officier.

Le succès obtenu, il s'agissait de s'assurer l'acceptation de l'élu. C'est l'objet de la lettre que je viens de dire. Elle est trop belle pour que je me dispense d'en citer quelques passages :

... « Nous avons pris sur nous, sans hésiter, de proclamer
« et de soutenir votre candidature, comptant assez sur votre
« patriotisme, sur votre dévouement aux graves intérêts qui
« nous sont confiés, pour être sûrs que vous excuseriez, que vous
« approuveriez même nos démarches, et que vous en accepte-
« riez le résultat.

« Au nom de tous nos amis politiques, au nom de votre pays
« qui vous estime, et vous honore comme un de ses enfants les
« plus distingués ; au nom surtout, mon cher Collègue, de ces
« principes religieux, de ces principes sacrés, qu'on s'efforce
« de combattre et de détruire pour arriver plus sûrement et
« plus vite à la ruine sociale, je vous adjure d'accepter le far-
« deau qui vous est imposé. Quelque légitimes que soient les
« motifs que vous avez opposés à cette acceptation, veuillez les
« oublier en considération de l'immense service que vous êtes
« appelé à rendre en ce moment à votre pays et à notre cause...

« ... Si la Providence nous a aidés, ne lui manquons pas de
« reconnaissance en délaissant la lutte... Mon cher Collègue,
« acceptez franchement et immédiatement l'honorable mandat
« qui vous est confié ; ne rappelez pas vos électeurs à un nou-
« veau combat où ils seraient moins heureux. La députation
« savoisienne s'est solidement recrutée ; nous comptons sur
« vous, sur votre talent, sur votre dévouement absolu aux inté-
« rêts de la religion et de la monarchie. »

On voit que l'ambition n'entraît pas dans les motifs qui décidèrent le capitaine Borson à faire partie d'une assemblée politique : il était de l'opposition conservatrice, et le gouvernement s'orientait de plus en plus vers des projets que cette opposition ne pouvait pas approuver. Le nouveau député de Saint-Pierre-d'Albigny devait supposer que les faveurs du pouvoir ne l'iraient pas chercher ; il en eut bientôt la preuve.

Est-ce à cause des opinions du jeune *codino* ? Est-ce

parce que le Roi, soldat de race et de goûts, voyait avec déplaisir les officiers entrer au Parlement ? Toujours est-il que Victor-Emmanuel manifesta nettement sa mauvaise humeur en voyant dans un groupe de députés l'uniforme à Borson. Celui-ci rapporte lui-même l'incident (1) :

... « Ayant été nommé secrétaire de la Chambre des députés, j'eus l'honneur d'une invitation à dîner au palais avec le bureau de la représentation nationale. Après le repas, le Roi fit le tour des convives rangés en cercle et leur adressa la parole. Arrivé devant moi, sa figure s'assombrit, et il me dit sur un ton brusque, et en piémontais : Come e lo ci chiel ? (Comment êtes-vous ici ?) Je n'eus pas le temps d'entrer dans aucune explication qu'il avait déjà passé outre. »

Parmi les questions débattues à la Chambre et qui amenèrent Borson à la tribune, il faut citer celle du diguement de l'Isère. Elle intéressait particulièrement Saint-Pierre-d'Albigny et les communes voisines, dont la superficie cultivable devait se trouver considérablement accrue. Mais le projet rencontrait des difficultés d'ordre financier et technique. Borson l'avait étudié avec la conscience et l'attention qu'il apportait à tous ses travaux.

Parlant de son discours, après bien des années, il avoua modestement qu'il avait été un peu trop long. Menabrea, son camarade à l'armée et son collègue au parlement, témoigne par contre que l'argumentation en était très solide.

En voyant aujourd'hui la ligne grisâtre et désespérément uniforme que trace l'Isère entre ses deux murailles de pierre, on imagine que l'âme poétique de Borson dut s'insurger plus d'une fois contre ses arguments de technicien et lui faire regretter les méandres de la rivière vagabonde dont le souvenir reste si joliment mêlé à celui de ses joies d'enfant.

L'extérieur de la vie de notre jeune officier se partageait ainsi entre son bureau du ministère ou du collège militaire,

(1) *Précis des opérations militaires de l'armée sarde*, page 62.

les travaux de plein air qui faisaient partie de son service et les séances de la Chambre des députés. Ses forces intellectuelles étaient entretenues et alimentées par les veillées studieuses qu'il passait chez lui.

Je dis : studieuses, mais non pas : solitaires. Borson avait épousé, en 1852, une jeune fille de la noblesse savoyarde, Mademoiselle Verney, personne de vive intelligence, et de caractère enjoué. Ses deux fils sont nés de ce premier mariage, que la mort vint briser en 1861, alors que Borson faisait déjà partie de l'armée française.

Il trouva, dans la parenté toute proche de celle qui était partie, la femme de grand cœur dont le tendre dévouement devait l'accompagner dans la suite de sa carrière, et l'entourer dans sa magnifique vieillesse.

Le séjour de Turin, que tous les Savoyards tenaient pour fort agréable, offrait à Borson des satisfactions qu'il est facile de se représenter : ses succès antérieurs, la notoriété dont il jouissait, et dont son entrée au parlement était la consécration, sa jeunesse, sa valeur, l'estime que lui témoignaient chefs et camarades, le bonheur, enfin, qui souriait à son foyer, c'étaient bien des raisons pour être content de soi et pour se sentir un peu précieux.

Borson avait l'âme trop haute — disons le mot vrai : trop chrétienne — pour s'abandonner à cette vanité misérable.

Je n'ai pas fait directement allusion, jusqu'ici, à ses sentiments religieux. Faut-il le dire, au risque de heurter certaines idées reçues : je ne crois guère possible de tracer d'un homme un portrait vivant et sincère sans se préoccuper de son attitude au regard des vérités éternelles. Suivant que cette attitude est la foi, ou la haine, ou l'indifférence, la physionomie du personnage, ses habitudes intellectuelles, sa direction morale, sa façon de poser et de résoudre les problèmes sociaux et de se comporter

dans la vie courante sont influencés dans des proportions dont lui-même n'a pas toujours conscience, mais dont l'importance est extrême.

Borson était catholique fervent au moment de sa vie où nous l'avons laissé, c'est-à-dire entre 1850 et 1860. L'était-il depuis longtemps ? Comment l'était-il resté ou redevenu ? La délicatesse de sa piété filiale l'a peut-être empêché de le dire lui-même. Son père, dont la valeur intellectuelle et la bonté native rehaussaient l'autorité et l'influence, n'était aucunement religieux, ou ne l'était que selon le credo de Jean-Jacques. L'institution de Genève, où l'enfant fut jeté dès l'âge de huit ans, plus tard le collège Rollin et l'Ecole polytechnique n'étaient certes pas des milieux favorables à la conservation de la foi. Les collèges parisiens de l'Université étaient alors, au dire de Lamennais, « des séminaires d'athéisme ». Une anecdote, rapportée par le Général sur son séjour au collège Rollin, et conservée dans sa famille, montre qu'il était alors respectueux de la religion au point de prendre à bras le corps et de mettre à la porte un de ses camarades qui avait tenu des propos voltairiens. On doit donc supposer que Borson était, pendant ses études dans les grandes écoles françaises, un catholique respectueux, et même pratiquant. N'oublions pas que les années 1840 à 1844 qu'il vécut à Paris étaient l'époque d'un brillant réveil du sentiment religieux. Les conférences de Ravignan et de Lacordaire groupaient au pied de la chaire de Notre-Dame beaucoup d'hommes et de jeunes gens. Ozanam rassemblait autour de lui une élite d'étudiants, noyau de la future Société de Saint-Vincent de Paul.

Etabli à Turin, Borson s'y distingua par cette ardeur de conviction et par cet esprit de prosélytisme qui étaient dans le fond de sa nature. Il faut qu'on sache comment et dans quelles humbles occupations il passait les matinées de ses dimanches.

Il était lié d'amitié avec d'autres jeunes hommes, et ils

formaient entre eux une conférence de Saint-Vincent-de-Paul, la conférence Saint-François ; les Savoyards y dominaient en nombre, et c'est sans doute pour ce motif que la conférence ne survécut pas à l'annexion de 1860. Outre la visite à domicile des familles pauvres, le groupe réunissait, tous les dimanches matin, les petits ramoneurs de Turin. On leur faisait entendre la messe, on leur apprenait le catéchisme : voilà pour le spirituel. On leur faisait la soupe, on la distribuait et l'on jouait avec eux.

Ce n'est pas sans émotion que j'ai feuilleté les lettres que les confrères de Borson, restés à Turin, lui écrivaient après son passage dans l'armée française : « Vos pauvres ne vous ont pas oublié, spécialement Solero, l'homme à la robe de chambre, et Marchio, qui m'ont très souvent demandé de vos nouvelles. » Et un autre : « Vous avez emporté avec vous l'existence de notre chère conférence Saint-François-de-Sales... » Suivent des détails sur les pauvres qu'avait visités Borson. On sent, à lire ces lettres, combien était profond le mutuel attachement du bienfaiteur et de ses protégés.

Les compagnons qui s'adonnaient avec Borson à ces occupations si peu reluisantes étaient des hommes fort distingués, officiers ou attachés aux carrières libérales. Faut-il ajouter que plusieurs étaient musiciens, et qu'ils formaient entre eux un petit orchestre. L'un d'eux, bien des années après, évoque le souvenir de « ces artistes qui faisaient la cuisine aux ramoneurs entre un quintetto et une cavatine ».

Ainsi se passèrent, pour Borson, les années d'attente que devait suivre la guerre de 1859.

Le petit groupe des députés savoyards ne s'était pas laissé entraîner dans le mouvement d'opinion qui souhaitait la guerre contre l'Autriche et qui n'attendait, pour la commencer, que le concours de l'armée française. Mais le même groupe était trop clairvoyant pour ne pas com-

prendre que cette guerre éclaterait certainement. Un jour viendrait donc où l'entrée de l'armée en campagne ne permettrait plus à Borson de mener de front ses devoirs d'homme politique et ses devoirs de soldat. Il prit les devants et donna sa démission de député au Parlement.

L'ultimatum du gouvernement autrichien fut remis au gouvernement sarde le 23 avril 1859.

Dès la veille, un décret de Victor-Emmanuel avait organisé les divisions de l'armée sarde. Borson était nommé chef d'état-major de la première. Il n'avait que le grade de major, et seulement depuis le mois de janvier précédent. Dans les autres divisions, la même fonction était confiée à un colonel. Faut-il voir dans cette particularité un indice de l'estime très spéciale en laquelle le haut commandement de l'armée tenait ce jeune officier qui n'avait pas encore 34 ans ?

Ce que nous savons, c'est qu'à la fin de la campagne, le quartier général français demanda à celui du Roi un « *précis des opérations militaires de l'armée sarde* ». Le major Borson fut chargé de rédiger d'urgence ce document. Bien des années après, il le livra au public à l'occasion du XVI^e Congrès des Sociétés savantes tenu à Annecy en 1901, et il le fit suivre de souvenirs personnels.

Le *Précis des opérations militaires* a la concision un peu sèche d'un document officiel. Mais les « Souvenirs », écrits par le vétéran pour sa famille et pour ses amis, ont la fraîcheur et la vie qui font une partie de l'attrait de ces sortes d'écrits. En les lisant, on regrette que le Général les ait restreints aux seuls événements de 1859, et que sa plume ne nous ait pas conservé ce qu'il avait été à même de voir et de juger pendant le reste de sa longue carrière.

On le regrette plus vivement encore quand on a goûté le charme de sa conversation et admiré la fidélité merveilleuse de sa mémoire, ainsi que la scrupuleuse impartialité de ses jugements sur les personnes. Il ne se permettait

jamais la moindre appréciation qui blessât quelque peu la vérité ou la justice ; et même, quand la vivacité de sa vision des choses passées l'entraînait à marquer d'un trait un peu accentué l'erreur ou la faute d'un de ses personnages, il s'en excusait et tâchait ensuite d'atténuer l'impression défavorable en citant à son actif quelque chose d'avantageux.

C'est assez dire qu'on ne trouve dans les *Souvenirs* du général Borson ni l'épigramme ni l'anecdote risquée qui font le piquant de beaucoup d'ouvrages semblables. Mais on y trouve, sur les principaux chefs de l'armée sarde et de l'armée française — Victor-Emmanuel, Cavour, les généraux Alfonso la Marmora et della Rocca, le maréchal Niel — quelques traits observés par des yeux attentifs et pénétrants. Le crayon sincère et sobre du narrateur y fait revivre des épisodes et des tableaux de guerre : l'effroi des *codini* de Turin à l'arrivée des volontaires garibaldiens, l'entrée des armées franco-sardes à Milan, les morts de l'armée sarde amoncelés sur le champ de bataille de San-Martino, la visite au gouverneur autrichien de Vérone à l'occasion de l'établissement de la nouvelle frontière réglée par le traité de Zurich : récits vivants et pleins de naturel dont l'auteur s'attache sans pédanterie à dégager le sens et la leçon. Ces notes laissent transparaître la noblesse d'âme de celui qui les a écrites.

Pendant la première partie de la campagne, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée à Milan, Borson était, nous l'avons vu, chef d'état-major de la première division, commandée par le général Castelborgo. Par décret du 9 juin, daté de Milan, il fut attaché au quartier général principal de l'armée. Au cours de la bataille de Solferino, il était donc tout près de Victor-Emmanuel, qui commandait en chef l'armée sarde, et qui, du haut de l'éminence de Castelvenzago, suivait les péripéties de la lutte. Les divisions sardes avaient pour objectif la prise de la colline de San-Martino, très âprement défendue par les Autrichiens.

Borson nous fait connaître lui-même les sentiments qui agitaient son âme après cette sanglante journée :

« La vue de ces grandes hécatombes humaines, contemplées de sang-froid après l'excitation de la lutte, cause aux natures les mieux trempées une impression profonde. Il y a comme une sorte d'oppression de l'âme, qui aurait besoin d'une détente pour ressaisir sa pleine vigueur première.

Dans bien des circonstances, un service religieux, célébré sur le champ de bataille même, avec la pompe militaire, en frappant vivement les yeux et l'imagination du soldat, élèverait sa pensée jusqu'aux idées d'immolation pour la patrie et aux espérances de la vie future.

Tout en acquittant la dette de la fraternité militaire et chrétienne envers les victimes du devoir, la prière du saint sacrifice ferait descendre sur la terre baignée de sang un souffle d'apaisement ; et ceux mêmes dont les sentiments de foi sommeillent au fond des cœurs se relèveraient trempés dans des pensées austères, prêts à braver de nouveaux dangers.

Il en est beaucoup, je le sais, qui taxeront cette idée d'étrange par les temps de matérialisme que nous traversons, et qui m'accuseront de mysticisme. Je me bornerai à attester que ces pensées se sont présentées vivement à mon esprit en parcourant le champ de bataille de San-Martino, et que je rappelle ici ce souvenir dans toute sa sincérité » (1).

Certes la guerre qui vient de secouer pendant cinquante-deux mois l'Europe et le monde a vu des batailles dont l'ampleur dépasse de beaucoup celle de Solferino. Mais il me semble que l'impression ressentie par notre compatriote au soir du 24 juin 1859 n'a rien perdu de sa vérité ni de son à-propos.

Pendant l'hiver qui suivit la signature de la paix, le major Borson fit partie de la commission chargée d'arrêter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière entre l'Empire d'Autriche et le Royaume de la Haute-Italie. Il avait d'ailleurs, pour les travaux de topographie et de géodésie, une maîtrise reconnue et qui, plus tard, fut utilisée par

(1) *Précis des opérations militaires de l'armée sarde*, p. 74.

l'armée française. Le général Bordeaux a donné là-dessus de fort intéressantes précisions.

Les événements contemporains des dernières semaines de la vie du général Borson devaient ramener son attention sur ces plaines lombardes, et notamment sur ces rives du Mincio qu'il connaissait si parfaitement.

J'étais allé le voir en novembre 1917. A ce moment, quelques divisions françaises traversaient les Alpes pour aller au secours de nos alliés, qu'une vigoureuse offensive austro-allemande venait de rejeter jusqu'aux rives de la Piave. Le général Foch avait passé à Chambéry pour se rendre compte de la situation, et, croyait-on, pour prendre le commandement des troupes françaises.

Je me rappelle que, ce jour-là, le général Borson s'occupait à rassembler des documents relatifs aux opérations militaires dans la région lombarde. Il voulait les envoyer au général Foch, qu'il connaissait personnellement et qui avait fait partie de son état-major à la division de Montpellier.

L'illustre Maréchal de France, le glorieux vainqueur de 1918 pourrait dire quelle part de sa formation revient aux enseignements de son ancien chef.

La guerre de 1859 devait avoir une influence décisive sur les destinées de la Savoie en parachevant sa rupture avec le Piémont. Parmi les officiers de l'armée sarde, 300 étaient originaires de la Savoie et du comté de Nice. L'option qui s'imposait à eux n'allait pas sans déchirements. Pour Borson, l'hésitation n'était pas possible. Il l'a dit lui-même : « Je ne voulais pas me séparer de ma terre
« natale ni léguer à mes fils une autre patrie. Toutes mes
« sympathies, d'ailleurs, et mes origines m'attiraient vers
« la France. Jeune homme, j'avais fait mes études spéciales
« à Paris et conquis mes grades universitaires. Dans ma
« famille, deux générations de mon nom avaient servi sous

« le premier Empire, et cette tradition revivait dans mon respectable père. »

Mais, en quittant l'armée sarde, il rompait des liens de camaraderie que la fraternité d'armes au cours des guerres d'indépendance de 1848, 1849 et 1859 avait singulièrement renforcés. En disant adieu à la ville de Turin, qu'il avait habitée pendant quinze ans, il renonçait à des relations sociales, à des amitiés, à des œuvres auxquelles son cœur aimant et généreux s'était fortement attaché.

La séparation fut donc douloureuse. Elle le fut même au point d'ébranler sérieusement sa santé. Ceux qui, de là-bas, le virent partir, ses chefs aussi bien que ses camarades, lui témoignèrent en termes significatifs leur affection et leurs regrets. J'ai eu sous les yeux les lettres qu'il reçut alors de son ministre de la guerre, général Fanti, et de son chef direct, général la Marmora.

Le premier lui écrivait à la date du 3 juillet 1860 (le texte de la lettre est en français) :

Je suis fâché que, par le fait de l'annexion des provinces de la Savoie à la France, vos circonstances de famille vous aient induit à suivre le sort de votre pays natal.

Vous étiez connu et apprécié dans toute l'armée pour vos talents, vos qualités personnelles, et pour vos travaux, en particulier pour ceux relatifs à l'organisation des collèges militaires, et, récemment, sur la question de la délimitation de la frontière austro-sarde.

Dans cette occasion, je vous témoigne le regret que j'éprouve de vous voir vous éloigner du service du Roi.

Le général Alfonso la Marmora, commandant la nouvelle division militaire de Milan, dont le lieutenant-colonel Borson était chef d'état-major, lui écrivait de sa main, le 20 juin 1860 :

... Il ne me reste donc qu'à vous témoigner le vif regret de vous voir quitter une armée qui vous estimait beaucoup, et dans laquelle vous auriez certainement fait une bonne carrière ; et, en ce qui me regarde particulièrement, de vous perdre comme chef d'état-major... Je vous souhaite d'être dans votre nou-

velle armée aussi heureux que vous le méritez, et surtout aussi estimé que vous l'étiez ici par tout le monde, et par moi en particulier... »

Ces témoignages de deux chefs sont d'autant moins suspects d'exagération et de complaisance que la décision prise par le colonel Borson n'était évidemment pas celle qu'ils eussent souhaité lui voir prendre. Quand on a des collaborateurs de cette valeur intellectuelle et morale, on désire les garder.

Le premier mouvement du général Fanti avait été la mauvaise humeur, et ce sentiment avait failli lui faire commettre une injustice. L'incident mérite d'être rappelé, car il eut une certaine influence sur la suite de la carrière de notre compatriote ; et je sais, pour l'en avoir entendu parler lui-même, quelle importance il attachait à sa mise au point. Il l'a d'ailleurs relaté dans l'épilogue de ses souvenirs personnels sur la campagne de 1859.

Les événements militaires qui venaient de se produire avaient eu pour conséquence un développement considérable des cadres de l'armée. Le rang d'ancienneté de Borson dans le grade de major le désignait donc dès le printemps de 1860 pour la promotion au grade supérieur. Or cette promotion fut retardée de deux mois dans l'espoir de peser sur sa décision. Pourtant le général Fanti ne persista pas jusqu'au bout dans cette injuste rigueur. Et la promotion fut faite *in extremis* le 14 juin 1860, jour même de l'annexion.

La coïncidence de dates fit croire, dans l'armée française, que le gouvernement sarde avait voulu faire payer par la France une gracieuseté qu'il faisait à Borson. Cette opinion erronée fut cause, sans doute, qu'il attendit longtemps les grades de colonel et de général de brigade.

Après son passage dans l'armée française, Borson resta en rapports d'amitié avec ses anciens camarades demeurés dans l'armée italienne. Près de 30 ans après, une lettre de

l'un d'eux, le général de Vecchj, commandant de corps d'armée et sénateur du royaume, lui fit part du concert unanime et sympathique qu'avait provoqué le nom de Borson prononcé dans une réunion de généraux tenue à Rome, au ministère de la guerre.

En novembre 1860, le lieutenant-colonel Borson, admis avec son grade au corps impérial d'état-major, était affecté au dépôt de la guerre, à Paris.

De 1861 à 1864, il fut désigné pour diriger des travaux géodésiques et topographiques en Savoie, en Corse, et dans le Comté de Nice. Il fut également chargé d'aller recueillir, à Turin, les documents utiles à l'exécution de la carte des pays qui venaient de se donner à la France. C'était utiliser avec sagacité les connaissances de Borson ; et ses nouveaux chefs ne se trompaient pas en lui confiant une mission parfaitement conforme à ses aptitudes et à ses travaux antérieurs.

Il fut promu colonel en 1867 et, peu après, fit à Metz un séjour de 15 mois comme chef d'état-major de la 5^e division.

C'est dans la ville lorraine, et d'abord sous ses murs, qu'il devait participer à la guerre de 1870.

L'ouvrage considérable et bourré de faits consacré par Germain Bapst au maréchal Canrobert permet de revivre en leur détail les événements auxquels fut mêlé notre compatriote, dont le nom revient souvent, et dont les souvenirs ont été à maintes reprises utilisés par l'auteur.

Dès le début de la mobilisation, le maréchal Canrobert reçut le commandement du 6^e corps d'armée. En arrivant à Paris, il apprit la composition de son état-major dont le chef était le général Henri et le sous-chef le colonel Borson. Ces officiers partirent pour le camp de Châlons le 24 juillet.

Le 6^e corps prit, quelques jours plus tard, la direction

de Metz. C'est le 16 août, à Rezonville, qu'il entra en contact avec l'ennemi.

Lamentable histoire, que celle de cette armée du Rhin commandée par Bazaine ! Le moins qu'on puisse dire de cet homme c'est qu'il déconcerte par son insouciance et sa versatilité. Il ne donne pas d'ordres, ou, s'il en donne, c'est pour les contredire ou les oublier aussitôt. Il ne sait rien des mouvements de l'ennemi. Hypnotisé par cette idée qu'il faut s'abriter sous les murailles de Metz, il reste inerte alors que le salut est dans la manœuvre ; il ne sait pas profiter des occasions qui s'offrent à lui. Et le découragement vient éteindre l'élan superbe de troupes qui se croyaient victorieuses, et qui l'étaient vraiment, puisque, selon la belle pensée de Joseph de Maistre, reprise par le maréchal Foch, une bataille gagnée, c'est une bataille où l'on ne veut pas s'avouer vaincu.

Rezonville ! Saint-Privat ! que d'héroïsme et de sang pendant ces journées du 16 et du 18 août ! Et pour aboutir à l'encerclement de Metz, à la capitulation d'une armée de 173.000 hommes !

Mais si le chef fut indigne, ses lieutenants firent tout leur devoir. On a même reproché à Canrobert la témérité avec laquelle il s'exposa, lui et son état-major. Son historien explique que cette témérité était parfaitement raisonnée, qu'elle était nécessaire au moral de l'armée, et que, d'ailleurs, elle n'empêchait pas le maréchal de suivre la bataille et de la diriger avec une attention et une sûreté parfaites.

Voici quelques mots d'une lettre que le Colonel écrivait à Madame Borson le lendemain de la bataille de Rezonville :

« Le maréchal a été très beau, très calme, vraiment homme de guerre, et son état-major peut, je crois, porter avec un certain orgueil son nom...

...Vers deux heures, la Garde est entrée en ligne : le spectacle était alors magnifique, le plus beau que la guerre pût offrir : une immense ligne de feux d'artillerie, au centre un village

occupé par nous, canonné, couvert de mitraille, où les batteries se relayaient, parce que la position était des plus critiques..... Plusieurs fois le village a failli être pris. A un moment nous avons mis le sabre à la main..... Nous sommes restés maîtres de nos positions, si ce n'est du champ de bataille..... J'avais prié le matin dans une modeste église où je pensais reposer peut-être le soir. J'ai éprouvé le plus grand calme de ma vie. »

Et il ajoute, avec sa modestie coutumière : « Je n'ai rien fait d'extraordinaire : j'ai fait mon service, mais je remercie Dieu de m'avoir conservé la vie et de m'avoir permis d'assister à une grande affaire qui aura place dans l'histoire » (1).

C'est surtout au souvenir de Saint-Privat que le nom de Canrobert reste glorieusement attaché. Les Allemands eux-mêmes, et notamment le prince Frédéric-Charles, ont rendu un éclatant hommage à la valeur du 6^e corps et à la ténacité de son chef. La garde prussienne avait jonché de ses morts les pentes que gardait Canrobert. Lorsque vint la paix, Guillaume voulut à tout prix que la nouvelle frontière lui donnât le sol où était tombée sa garde. Thiers y mit pour condition que la France conserverait la banlieue de Belfort, que Bismarck voulait nous enlever pour nous empêcher de fortifier cette place.

Ces souvenirs ne paraîtront pas déplacés dans une notice consacrée au sous-chef d'état-major de Canrobert.

Le colonel Borson partagea la captivité de l'armée de Metz. Il fut interné à Giessen, non loin de Francfort ; il avait demandé ce lieu d'internement parce qu'il s'y trouvait une église catholique.

Du siège de Metz, le général Borson garda un souvenir dont le temps n'a jamais dissipé la tristesse. Dans l'armée, nul moins que lui n'avait besoin des rudes et sanglantes leçons que nous infligea ce que l'on a continué d'appeler l'année terrible. Il avait toujours pensé que la guerre est

(1) Germain BAPST : *Le Maréchal Canrobert*, tome IV, p. 58.

une science autant qu'un art, et que, pour posséder cette science, il faut en scruter laborieusement, patiemment les mystères. Confirmé dans cette pensée par les événements, il se remit à l'étude, et, jusqu'à la fin de sa carrière militaire, il exigea toujours de ses subordonnés un travail assidu.

Mais, si la science est nécessaire, elle ne suffit pas. On se rendait compte, après 1870, qu'il fallait remonter le moral de l'armée et du pays. Borson savait que l'âme française est catholique, et que, pour lui rendre sa vigueur, il faut la ramener à ses traditions religieuses. En dehors de celui-là, tous les remèdes restent vains, ou leur efficacité n'est que passagère, parce qu'elle manque de profondeur.

Cette idée inspire un discours, prononcé le 29 décembre 1876 à l'inauguration du cercle des sous-officiers et soldats de la garnison de Clermont-Ferrand, et qui avait pour sujet « l'Alliance de la foi et de l'esprit militaire ».

Le Général avait reçu les étoiles de brigadier au début de la même année 1876 et il était chef d'état-major du 13^e corps d'armée. On lui fit attendre jusqu'au 24 octobre 1885 le grade de général de division. Je ne crois pas téméraire de supposer que la liberté avec laquelle il suivait, en matière religieuse, les inspirations de sa conscience, n'était pas favorable à son avancement.

Le commandement de la 31^e division d'infanterie, à Montpellier, occupa les dernières années de sa vie militaire. Il le quitta le 9 août 1890 pour passer dans la 2^e section de l'état-major général de l'armée. C'est l'expression officielle qui, en temps de paix, indique aux officiers généraux que leur carrière est terminée.

Pour beaucoup d'entre eux, c'est un dur moment. A 65 ans — c'était alors la limite d'âge pour les généraux de division — l'esprit est trop vigoureux pour ne pas

souffrir du désœuvrement ; mais il se plie malaisément à une orientation nouvelle de son activité.

La variété encyclopédique des connaissances de notre compatriote, et la souplesse toujours jeune de son intelligence le mettaient à l'abri des regrets stériles et des longues heures d'ennui qui assombrissent la retraite de trop nombreux vétérans.

La terre natale, dont l'attrait lui avait fait repasser les Alpes en 1860, n'avait pas cessé d'exercer sur lui ce charme dont les Savoyards ne peuvent jamais se déprendre. Il vint donc se fixer à Chambéry.

Mais il voulut auparavant passer quelques mois à Rome, cette patrie spirituelle des catholiques, ce cœur de la chrétienté, ce centre de l'histoire du monde.

Il voulut surtout voir le Pape, et il fut admis à l'honneur d'assister à sa messe dans les appartements privés. Or le Général passait difficilement inaperçu : la noblesse de sa personne et l'énergie expressive de son regard attiraient forcément l'attention. Elles attirèrent celle de Léon XIII qui, frappé aussi du recueillement et de la piété de notre compatriote, s'enquit de lui auprès du cardinal Mermillod. Ce dernier ne put s'empêcher d'en faire part à l'intéressé, ni d'ajouter, avec ce malicieux sourire qui tempère facilement la gravité des hauts prélats : « Prenez garde, Général : c'est ici que l'on canonise ! »

Le séjour de Rome fit une impression profonde sur l'ancien soldat. Son âme de croyant, de savant et d'artiste se délecta dans cette sérénité de la Ville Eternelle si bien décrite par Veuillot :

« Comme un grand livre ouvert, la campagne romaine
Nous déroulait au loin toute l'histoire humaine
Et ce beau jour avait les calmes de la nuit. »

Mais la sérénité n'existe que sur les hauteurs ; et le Thabor n'est point une demeure où l'homme puisse planter sa tente. Il faut en descendre et rentrer dans le tumulte de la

vie, respirer la poussière des luttes, entendre les cris des combattants, subir le flux et le reflux des succès et des revers.

Au moment où le général Borson venait prendre sa place de citoyen dans sa ville natale, la crise du « *ralliement* » était à son début. Le Général crut que son devoir était d'orienter résolument les catholiques vers les institutions républicaines. Il mit à remplir ce qu'il considérait comme sa mission l'ardeur généreuse d'un cœur qui n'hésite pas quand la conscience parle. En cette circonstance, il se sépara de plusieurs de ses amis, dont l'opinion, sur ce point spécial du ralliement, différait de la sienne. Je sais combien cette divergence leur fut douloureuse à tous.

Il eut plus de succès et de satisfactions sur d'autres terrains. Son amour pour la jeunesse et son âme d'apôtre le portèrent à s'occuper activement des écoles chrétiennes. Il était beau et impressionnant lorsqu'il parcourait les salles des classes, se faisant montrer livres et cahiers, interrogeant les élèves, corrigeant leurs réponses. Je vois encore, dans la lumière des hautes salles, sa tête blanche se pencher avec bonté sur les pupitres. Il le faisait avec simplicité, parce que, du fond du cœur, il aimait les enfants.

D'autres font des tirades sur l'émancipation de l'humanité par la Science. Chacun aime le peuple à sa manière. Je préfère celle du Général, bien qu'elle ne vaille rien pour préparer les succès électoraux.

Ces succès, il les ignora toujours. Mon amour-propre de Chambérien s'humilie à penser que jamais, jamais le Conseil municipal ne compta parmi ses membres cet homme, dont la collaboration aux affaires eût été un honneur, en même temps qu'un profit pour sa ville natale. Il fut plusieurs fois candidat ; mais il recueillit seulement ce que l'on appelle en jargon électoral une honorable minorité.

Croire qu'il en conçut la moindre amertume personnelle, ce serait le mal connaître. Cependant la constatation du

fait lui fut pénible, parce qu'il avait cru sincèrement que le mérite du candidat fait taire les criaileries des partis.

* * *

Votre Compagnie, Messieurs, lui offrit des satisfactions qui le consolèrent amplement. Vous le reçûtes comme membre effectif résidant dès son arrivée à Chambéry. Il fut votre président de 1895 à 1900. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de vous rappeler combien précieuse vous fut sa collaboration. Ceux d'entre vous qui n'étaient pas encore ici peuvent en juger par ce que les volumes de vos Mémoires conservent de lui : rapports sur les concours, notices historiques et biographiques, réponses aux discours des récipiendaires, tout lui était occasion de vous faire part des richesses de son esprit.

Mais vos pacifiques travaux, faut-il le dire, ne lui firent jamais oublier qu'il était soldat.

Permettez qu'une fois encore je fasse appel à mes souvenirs personnels : il m'est si doux de revivre les heures, hélas trop rares, où j'ai pu m'éclairer et m'instruire auprès de sa verte et laborieuse vieillesse.

Je me reporte aux jours d'angoisse par lesquels débuta le mois de septembre 1914. L'aîné de ses petits-fils, Fernand Borson, était élève à Saint-Cyr quand la guerre éclata. Il appartenait à cette promotion de la Croix du Drapeau qui s'était fait le serment d'aborder l'ennemi en gants blancs et le casoar au shako.

Héroïque folie ? Certes non ; mais : sagesse profonde, réaction nécessaire de la patrie menacée, exemple splendide à qui nous devons peut-être une grande part de la bravoure dont a fait preuve, dès les premiers combats, cette jeunesse française dont bien des sages assuraient gravement qu'elle n'aurait jamais à se battre.

Fernand Borson subit le sort commun à la plus grande

partie de sa promotion. Il fut fauché dès les premiers combats, le 19 août. Mais ce fut au-delà de la frontière d'alors, près de Dieuze, au cours de l'offensive de notre armée de Lorraine.

Cette mort renouvelait pour le Général les deuils qui, déjà plusieurs fois, avaient meurtri son cœur de père.

Dès que la nouvelle fut connue, je partis pour Méry, où il résidait. C'était, je crois, le vendredi 11 septembre. Avant de me mettre en route, je lus la dépêche officielle qu'on venait d'afficher. Depuis bien des jours, les télégrammes nous marquaient l'avance ennemie vers le cœur de la France.

J'arrivai à Méry avec la crainte de troubler une douleur que je savais profonde. Je vois encore le Général entrer dans le petit salon où l'on m'avait introduit. Il vint à moi sans dire un mot et m'embrassa. J'étais moi-même tellement ému que je demeurais sans parole. Après quelques instants de silence, il me fit asseoir. Puis, brusquement : « A-t-on affiché une dépêche cet après-midi, me dit-il. L'avez-vous lue ? » Je lui résumai tant bien que mal ce que j'avais retenu d'une lecture hâtive du communiqué : « Les troupes anglo-françaises ont franchi la Marne entre La Ferté-sous Jouarre, Charly et Château-Thierry... ; entre Château-Thierry et Vitry-le-François, la garde prussienne a été rejetée au nord des marais de Saint-Gond... »

Le Général m'écoutait avec une attention concentrée. Puis, posant la main sur mon bras, il me dit, d'une voix que j'entends encore : « Oh ! Arminjon, êtes-vous sûr d'avoir lu cela ? » Et, comme j'hésitais, un peu intimidé par le ton dont la question m'était posée : « Savez-vous, reprit-il, que ce peut être le début d'une grande victoire ! »

La victoire dont les premiers rayons faisaient étinceler ce regard que la douleur paternelle voilait tout à l'heure, c'était la bataille de la Marne.

Le Général m'entraîna dans la pièce voisine, où des cartes étaient déployées sur les tables. C'est dans la solitude de cette pièce que le vieux soldat suivait anxieusement les manœuvres de nos armées.

En regagnant la ville, comme les bruits de la vallée s'assoupissaient dans le calme du jour baissant, je songeais à l'homme que je venais de quitter et qui, parvenu au soir de sa vie, se recueillait dans une paix pleine d'espérance.

Les épreuves, certes, ne lui furent pas épargnées :

Après Fernand Borson, deux autres de ses petits-fils : le lieutenant Cartier, des chasseurs alpins, et le maréchal-des-logis d'artillerie Jean Barel, devaient donner leurs vies pour la France. Et ses autres enfants — gendres ou petits-fils — dont il était justement fier, car ils se montraient dignes de lui, tomberaient-ils aussi dans l'immense tuerie ? Que d'angoisses pour ce père !

Le dernier deuil qui le frappa était celui, peut-être, qu'il pouvait le moins prévoir : son fils Jules fut emporté par une brève maladie à l'automne 1917. Le coup fut si rude que le vieillard, pour ne pas tomber, s'agenouilla.

Et c'est dans ce geste de soumission, si souvent répété pendant le cours de sa vie, que le grand chrétien trouvait la force. Au-dessus de ses douleurs, qu'il savait passagères, au-dessus des inquiétudes que l'amour de sa famille, de sa patrie et de l'Eglise pouvait lui inspirer, par-delà la mort qu'il attendait, son regard de croyant fixait les éternelles clartés.

Il mourut le 16 décembre 1917, à Chambéry.

Vous l'avez vu, Messieurs, sur sa couche funèbre, enveloppé dans son manteau militaire, comme un soldat endormi de fatigue après une journée de combat.....

Au moment où je viens prendre place parmi vous, je vous apporte, Messieurs, un témoignage : c'est qu'après les joies qu'il a goûtées dans sa famille, celles que lui a données votre Compagnie, asile et rempart de nos traditions savoyardes, ont été les plus précieuses parmi les douceurs que la terre natale ménageait aux dernières années du général Borson.

RÉPONSE

AU

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE

M. CHARLES ARMINJON

PAR

M. Emmanuel DENARIÉ

Président de l'Académie

MONSIEUR,

Votre première parole en entrant ici a été pour vous excuser de ce que vous appelez l'insuffisance de vos titres. C'est d'ailleurs l'exorde convenu, presque obligatoire, du discours de tout récipiendaire. Chacun y met son tempérament ou la dose de sa modestie. Pour quelques-uns ces façons d'humilité semblent une discrète invite à la louange ; mais la vôtre m'a paru si sincère, vous vous présentez avec une telle défiance de vous-même, une telle ignorance de vos propres mérites, que nous sommes tentés d'en user avec vous comme ce maître de maison dont parle l'Évangile, lequel s'en va chercher le convive qui s'est relégué prudemment à un bout de table pour le conduire aux premières places.

Ne nous étonnons point. Cet oubli, pour ne pas dire cette méconnaissance de soi-même, est le propre des meilleurs esprits.

N'est-ce point votre père, solide et brillant dialecticien, doublé du plus savoureux conteur dont nous ayons gardé le souvenir, qui, il y a trente-cinq ans, à la place où vous êtes aujourd'hui, disait à ses nouveaux confrères dans son dis-

cours de réception : « Je suis de ceux, hélas ! qui empruntent à la ruche bien plus qu'ils ne lui apportent, de ceux qui écoutent le plus souvent et se couvrent d'un prudent et légitime silence. »

En clôturant son discours par ces paroles, il avait sans doute oublié qu'il venait de lire sur les Institutions militaires de la Maison de Savoie une des plus magistrales études qui aient honoré les Mémoires de l'Académie.

C'est en vous prévalant de cette filiation, dont vous êtes fier à bon droit, que vous vous présentez aujourd'hui. Précaution oratoire qui fait l'éloge de votre piété filiale, mais qui pour nous était superflue. Votre nom seul évoque de trop chers souvenirs pour qu'en vous recevant nous ne soyons pas envahis par la pensée de ceux des vôtres dont les talents et l'existence si bien remplie ont été et resteront une des plus belles parures de notre Compagnie.

Jurisconsulte éminent, écrivain appartenant à la grande lignée, possédant une culture exceptionnelle, avec cela passionné pour le bien, Ernest Arminjon semblait appelé aux plus brillantes destinées.

Le malheur a voulu, malheur plus grand pour nous que pour lui, qu'au moment où cette noble intelligence pouvait être mise en valeur pour le plus grand profit de tous, nous étions arrivés à l'une de ces périodes de bouleversement politiques qui, on le sait, sont toujours plus favorables aux rapides escalades qu'aux ascensions normales et justifiées.

Avec quelques concessions, quelques légers sacrifices de principes, moins d'intransigeance, un homme de cette envergure aurait pu encore se faire une belle place au soleil ; mais Ernest Arminjon était de ceux, toujours plus rares, pour lesquels, dans tout ce qui peut toucher à leurs convictions, le *non possumus* est la règle de leur vie.

Pour son honneur peut-être il n'était pas l'homme de son temps.

Ce caractère de fer savait pourtant s'incliner. Partisan de l'autorité, Ernest Arminjon s'y soumettait sans murmure

lorsqu'il l'estimait légitime et qu'elle faisait appel à son abnégation. En 1859, un imposant collège électoral voulait en faire son député. Le M^{is} Léon Costa de Beauregard, qui était le grand chef d'alors, et ses descendants le sont restés, non seulement l'y sollicitait, mais lui en faisait un devoir patriotique. L'offre était tentante pour un jeune homme de 30 ans, donnant les plus belles espérances, et l'élection était assurée. Hélas ! le père du jeune homme opposa son veto à une ambition pourtant si légitime, et son fils, quels que fussent ses regrets, ne songea même pas à le discuter.

Je vous souhaite, mon cher Confrère, de rencontrer une semblable docilité dans les nombreux arrière-petits fils de ce terrible ancêtre.

Cet ancêtre, Mathias Arminjon, était conseiller à la Cour de Cassation de Turin. Son inflexibilité l'avait empêché de monter plus haut. Celle de son fils fut la pierre d'achoppement où vint se briser sa carrière. En 1883, en pleine maturité, Ernest Arminjon dut abandonner un siège où il faisait grande figure. En a-t-il souffert ? Dieu seul le sait ; tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il n'en a pas été atteint, et quand il rentra dans le rang, grandi par le coup qui venait de le frapper, sans se répandre en vaines récriminations, ne songeant qu'à une chose, c'est qu'il venait de reprendre son entière liberté, il entrevit en même temps les nouveaux devoirs que lui dictait le sentiment de sa valeur personnelle aussi bien que sa conscience de chrétien. Et dès lors, par la plume comme par la parole, il ne cessa jusqu'au dernier jour de sa vie de se consacrer à la défense des idées sociales, politiques et religieuses qui lui étaient chères, alliant la plus grande indulgence pour les hommes à l'inflexible rigidité des principes, et cela avec un dévouement sans bornes, une abnégation et un talent qui lui valurent d'être entouré d'un tel respect que ses adversaires eux-mêmes s'honoreraient de lui en apporter le témoignage.

Il n'eut jamais les honneurs et les distinctions officiels ; seule la croix de Commandeur de S^t Grégoire le-Grand,

hommage du plus grand et du plus pauvre des souverains, vint orner la poitrine dans laquelle battait un si grand cœur. Mais les titres, les plus hautes récompenses ne peuvent que signaler un homme à l'attention publique. Ils ne le font pas. L'homme vaut surtout par lui-même, et le temps, qui répare peu à peu les injustices, finit par mettre toute chose au point et chacun à sa place. Qui se souvient maintenant de tous les triomphants personnages des jours déjà lointains où Ernest Arminjon luttait dans le camp des vaincus. Si de cette époque quelques noms surnagent encore, ils ne nous rappellent que des hommes qui n'ont signalé leur passage que par leurs talents, leurs bienfaits ou leurs vertus.

Parmi ceux-là, je compte, mon cher Confrère, deux de vos oncles qui furent membres de notre Compagnie ; du premier, l'amiral Arminjon, que ses hautes fonctions et la barrière des Alpes tenaient éloigné de nous, je ne dirai qu'une chose : c'est que, dans les annales de la marine italienne, il figure parmi les plus illustres artisans de cette flotte admirable qui fait la gloire et la force de notre si noble et si sympathique alliée l'Italie.

Quant à l'autre, qui ne s'en souvient ici ou n'a entendu parler de lui ? Bien avant votre père, le chanoine Arminjon avait pris place à l'Académie de Savoie. Il fut célèbre en son temps, son éloquente parole ayant retenti dans presque tous les diocèses de France.

A une époque où la plupart de nos orateurs sacrés enguirlandaient volontiers la chaire d'une phraséologie facile et sentimentale, le chanoine Arminjon passait pour un excellent prédicateur sans doute, mais aussi pour un grand et terrible original.

C'était, d'ailleurs, un personnage de tout premier ordre, magnifique et singulier, dédaigneux des vaines formules et des petits procédés de la vie courante.

Sa doctrine puisée aux meilleures sources, son érudition formidable, un exposé de doctrine dépourvu de tout orne-

ment superflu, avec cela un style emprunté au grand siècle, font, il faut le reconnaître, un aliment peut-être trop solide pour une génération habituée aux légères friandises de la rhétorique contemporaine.

Je ne sais, mais je ne puis m'empêcher de penser que le rôle de ce puissant conférencier n'est point fini. Ceux qui ont lu et qui relisent encore ses ouvrages, car il a toujours ses fidèles, sont surpris de l'actualité de ses écrits, car sa manière, très personnelle, sobre dans son ampleur, et qui n'a rien emprunté aux modes passagères, est celle des écrivains qui marquent leur place pour l'avenir. Et de fait la nouvelle école, qui à l'heure actuelle s'applique à donner à l'enseignement religieux des assises plus profondes, une structure plus solide et une forme plus vivante, ne peut manquer de reconnaître en lui un véritable précurseur.

Avec de tels ancêtres à l'Académie de Savoie, vous étiez en droit de penser, mon cher Confrère, que le fauteuil dans lequel vous venez de vous asseoir est un héritage de famille, héritage que vous passerez sans doute plus tard à vos fils, et nos successeurs auront de quoi choisir. Votre nom, en effet, représente des traditions qui s'associent naturellement à celles de notre vieille Académie.

J'ai hâte toutefois de vous dire que vous n'apportez pas que cela. Si nous sommes heureux de saluer en vous l'héritier de si regrettés Confrères, ce n'est pas cette pensée qui a dicté notre choix.

Les droits héréditaires ont pour contre-partie les devoirs qu'ils imposent. Ces devoirs, vous les avez acceptés, et jusqu'à ce jour fidèlement remplis.

Il y a trop longtemps que j'ai quitté le Barreau pour que je puisse vous suivre dans votre carrière ; mais nous savons que vous honorez votre robe, non seulement par vos talents et une science approfondie du droit, mais aussi par une dignité professionnelle qui vous a mérité d'être appelé, jeune encore, à la tête de vos Confrères. De votre généreux désintéressement, si apprécié pourtant dans plusieurs cir-

constances, je n'en dirai rien, car le désintéressement est à l'heure actuelle une chose si extraordinaire qu'on ne me croirait pas.

Les qualités professionnelles d'ailleurs, quelque brillantes qu'elles soient, ne sont pas en général des titres pour une Académie. Il faut quelque chose de plus.

Une Académie est un enclos où se cultive la plante rare, et ses membres sont plus ou moins, et chacun dans leur genre, des chercheurs d'idéal.

Plusieurs, penchés sur de vieux parchemins, rassemblent amoureusement toutes les poussières du passé.

Il en est qui arpentent les plaines ou gravissent les montagnes, les uns pour y étudier la succession des âges de la terre, les autres pour en faire admirer la parure. Ceux qui demandent à l'art de pures jouissances, s'y coudoient avec les moralistes sévères. Il y a tout un monde dans une Académie ; on y voit même des gens qui ont le malheur de faire des vers. Tous, en tout cas, selon l'expression de votre père, apportent à la ruche les sucres qu'ils ont récoltés au cours de leurs pérégrinations scientifiques ou sentimentales. A votre tour, mon cher Confrère, vous nous apportez ce qui est peut-être le plus utile dans les temps troublés où nous vivons : des études sociales, toute une série de conférences, de notes, d'articles sur les questions qui, malheureusement, ne nous préoccupent pas toujours assez.

Le sujet, pour notre excuse, en est austère, mais vous savez en tempérer la gravité par des aperçus ingénieux, une richesse variée et l'élégance de votre argumentation.

Il y a avec cela dans votre manière une modération qui rassure les esprits les plus prévenus, et prépare la conquête.

Entre une forte étude sur les conséquences sociales du divorce, et une charmante causerie sur la littérature enfantine, nombreux sont ainsi les problèmes que vous avez éloquemment posés devant la conscience publique.

Cà et là nous trouvons encore sous votre plume des articles où vous faites revivre, dans une lumineuse auréole,

de chers et nobles disparus, et aujourd'hui vous venez ajouter à tant de pages si appréciées, celles plus applaudies encore dans lesquelles un des plus illustres fils de notre Savoie vient de recevoir un éloge digne de lui.

Depuis la mort du général Borson, qui fut un deuil pour notre pays, deuil plus cruel peut-être, parce que plus intime pour l'Académie de Savoie qu'il a présidée avec éclat, bien des fleurs, ou plutôt bien des lauriers ont été déposés sur sa tombe. A votre tour vous venez d'y apporter votre couronne. Plus que tout autre d'ailleurs, vous étiez désigné pour nous parler de ce grand Savoyard qui fut l'ami de votre père, partageant la même foi, les mêmes espérances, souvent les mêmes douleurs, et toujours le même souci de notre relèvement religieux et moral.

Avant vous, le général Bordeaux, avec toute l'autorité qu'il tient de sa valeur et qui s'attache à son nom, avait étudié en lui le soldat. Vous nous avez montré l'homme, et c'est bien celui que nous avons connu.

Les traits de cette inoubliable figure n'étaient point pourtant faciles à reproduire. La ligne y est d'une pureté décourageante pour le pinceau.

Point de ces accidents qui sont le salut de l'artiste : rien de ces dessous qui puissent favoriser la mise en valeur des tons, pas de demi-teintes. Tout s'y montre en plein relief et dans l'aveuglante clarté d'une belle lumière. Imaginez un peintre qui se serait donné la tâche d'exécuter un tableau sans ombre. Ainsi font ceux qui entreprennent de nous raconter des vies très unies, très nobles et très pures. Ainsi vous avez fait, mon cher Confrère, et vous y avez réussi.

Ajouter quoi que ce soit à un tableau si achevé, serait présomption de ma part. Mais, Président de l'Académie de Savoie, il m'est doux de pouvoir, au nom de notre Compagnie, rendre à mon tour un hommage ému à une grande et chère mémoire. Pendant de longues et pourtant trop courtes années, le général Borson a présidé à nos

travaux avec une autorité qu'il tenait moins de ses collègues que de sa valeur personnelle : sur toutes les questions intéressant les lettres, les sciences, les arts, l'étendue de ses connaissances faisait notre admiration.

Tous nous admirions aussi cette grâce presque timide qui semblait vouloir faire oublier au plus modeste d'entre nous sa haute personnalité. On eût dit qu'il craignait de l'imposer, ne livrant presque toujours sa pensée que sous forme interrogative comme s'il eût emprunté à ses interlocuteurs les plus brillantes conceptions de son esprit et les plus généreuses inspirations de son cœur.

Que de choses un subtil analyste pourrait-il nous dire sur le charme qui se dégageait de cet homme entre tous privilégié. Mais à quoi bon. Vains détails qui n'ajouteraient rien à une physionomie si vivante encore à nos yeux et qui ne feraient qu'un léger ornement pour le socle sur lequel ce grand Savoyard demeure fièrement campé.

Au jour de ses funérailles, une parole auguste entre toutes s'est fait entendre, et je vous écoute encore Monseigneur. « Dans ce cercueil, disait-elle, c'est tout un siècle de l'histoire de la Savoie qui est enfermé. » Cette parole viendra clore naturellement cette séance, car je n'en ai pas trouvé de plus belle ni de plus juste pour envelopper les nobles existences dont vous et moi venons d'évoquer le souvenir.

Programme des Concours de 1920

Concours de la Fondation Caffé

Le prix biennal de quinze cents francs sera décerné en 1920 au meilleur ouvrage sur la Savoie et relatif à l'histoire, à l'archéologie ou à l'économie publique. — Les ouvrages imprimés seront admis, pourvu que la publication en soit postérieure au 1^{er} Janvier 1912. — Les ouvrages devront être écrits en français et adressés au Secrétaire perpétuel de l'Académie avant le 1^{er} Juillet 1920. Les ouvrages imprimés seront envoyés en trois exemplaires. Les ouvrages couronnés dans d'autres concours, ou qui auront été soumis au jugement d'une autre société savante, ne sont pas admis à concourir. Ils ne pourront également être présentés au concours de la fondation de Loche, ouvert aussi cette année et dont nous publierons le programme dans le prochain Numéro.

Concours de la Fondation de M. l'avocat Guy

Le prix biennal de poésie sera décerné en 1920 à l'auteur de la meilleure pièce de vers sur un sujet laissé au choix des concurrents. Le prix sera de 400 francs. Seront considérés comme hors concours les poètes qui auront été deux fois couronnés par l'Académie. Chaque envoi devra contenir un minimum de cent vers. — Les travaux seront adressés à M. D'ARCOLLIÈRES, *Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie*, avant le 1^{er} Juillet 1920, et seront accompagnés d'un billet cacheté, attaché au manuscrit et contenant le nom et la demeure de l'auteur. D'après le vœu du fondateur, nul n'est admis à concourir s'il n'est né ou domicilié dans l'un des deux départements de la Savoie.

Pour les deux Concours, les travaux envoyés restent acquis à l'Académie et ne sont pas rendus aux auteurs.

